

Service public de psychologie et orientation de l'éducation nationale



Une dégradation qui se poursuit alors que les besoins d'accompagnement des jeunes explosent.

#JeVoteFSU

Les psychologues de l'éducation nationale subissent depuis plusieurs années les conséquences d'une politique de démantèlement du service public organisant la pénurie, dégradant les conditions de travail et laissant se développer (voire encourager) l'externalisation de l'accompagnement à l'orientation scolaire au risque d'une conception de l'orientation adéquationniste, sans respect de déontologie, ni vision émancipatrice de l'individu. er les élèves.

Une pénurie de postes et des conditions de travail dégradées

- Dans notre académie et au niveau national, 1/3 des postes ne sont pas pourvus par des titulaires. Les recrutements à minima aux concours après des années de baisse drastique entravent le bon fonctionnement des services. Le rectorat ne parvient pas à recruter un nombre de contractuels suffisant, tant pour les postes vacants que pour les remplacements et la compensation des rompus de temps partiels. La situation de certains CIO de l'académie devient exsangue. Les personnels des CIO doivent faire appel à leur réseaux pour essayer de trouver des contractuels, peu emballés par les conditions de rémunération et le manque de pérennité de leurs postes.

- Dans certains CIO, des collègues déjà débordés dans leurs établissements sont soumis à des pressions pour intervenir dans les secteurs non pourvus. Comment couvrir l'ensemble des établissements et réaliser convenablement ses missions auprès des élèves et des équipes ? nt sur les trois grades avec transformation de la classe exceptionnelle en débouché de carrière pour toutes et tous.

Le SNES -FSU revendique le doublement des recrutements pendant 5 ans et la création de postes de TZR pour les remplacements.

Quels budgets ? Quel fonctionnement ?

- Il n'y a plus de budget alloué aux cio dans notre académie. Auparavant, avec des budgets réduits d'année en année, des commandes d'abonnements, de matériels...n'ont pu être pérennisées.

Comment faire face aux besoins (achat d'outils, abonnements, livres, équipements...) sans vision claire des moyens ?

- Concernant les frais de déplacement, là non plus, il n'y a plus d'enveloppe spécifique pour chaque CIO mais une enveloppe globale pour l'ensemble des cio de l'académie dont le montant est inconnu... Comment savoir où l'on en est ? Comment être sûr que les trajets seront bien tous remboursés toute l'année ?

- Les locaux de certains CIO sont dans un état de dégradation avancée, attendent des rénovations et réparations sans cesse reportées, rencontrent des problèmes de chauffage...La dégradation des conditions de travail et d'accueil des publics est inacceptable.

Le SNES- FSU revendique un budget de fonctionnement à la hauteur des besoins et une prise en charge élargie des frais de déplacement qui ont été supprimés pour les communes limitrophes.

Les conséquences du transfert de l'information à la région et risque de privatisation du conseil en orientation scolaire ?

- les collègues regrettent les outils régionaux (guides onisep, fiches diplômes...) qui leur permettaient un accès direct et actualisé à l'ensemble de l'offre régionale à tous les niveaux. La suppression complique leur travail de recherche d'information qui empiète sur le temps d'accompagnement des jeunes lors des entretiens d'orientation.

- Par ailleurs, les sources d'information numérique se multiplient, ainsi que des actions d'informations émanant d'organismes divers et dont les contenus ne sont pas toujours informatifs mais promotionnels.

Quels contrôle sur ces contenus ? Comment assurer une information neutre, fiable et objective auprès des jeunes au sein de notre institution ?

- Les ex collègues de la DRONISEP transférés à la région sont trop peu nombreux pour apporter les services autrefois rendus et ne sont plus seuls responsables des contenus des guides « proorientation ». La fiabilité, l'objectivité et l'exhaustivité des informations autrefois diffusées par les DRONISEP aux élèves et aux familles ne sont plus garanties.

Face aux remontées des collègues et à l'audience réalisée par le snes l'année dernière auprès des instances académiques, une demande d'évaluation du guide de proorientation (post 3ème) par les psyen a été initiée par la DRAIO à cette rentrée.

Le SNES-FSU réclame le retour des DRONISEP.

- On remarque aussi le développement d'associations et d'organismes privés qui interviennent non plus seulement sur l'information mais aussi sur l'accompagnement aux choix d'orientation des publics scolaires, sans garantie de professionnalisme et développant un marché « juteux ». Ils surfent sur les inquiétudes des familles et élèves face aux choix de poursuites d'études, aux procédures de sélection et à un monde du travail toujours plus concurrentiel, quitte à les fourvoyer.

Le SNES-FSU dénonce le risque de transfert de l'orientation scolaire aux régions (demande de l'association des régions de France) et sa privatisation ; le service public d'orientation, gratuit, doit rester dans l'éducation nationale et être garant d'une vision de l'orientation progressive et émancipatrice auprès des jeunes.

Des collègues débordés, des injonctions qui se multiplient, des problématiques de plus en plus complexes

- Comment répondre aux sollicitations, définir des priorités et réaliser un véritable suivi des jeunes les plus fragiles ? Face à l'augmentation du nombre d'élèves à besoins éducatifs particuliers (qui nécessitent la réalisation de davantage de bilans pour les demandes de PAP, PPS...) , du nombre d'élève en difficulté et en situation de décrochage scolaire, des non affectés, des élèves en mal être, et aux injonctions de l'administration pour l'accompagnement à la mise en place du parcours avenir dans les établissements, au suivi administratif des décrocheurs..., les psychologues de l'éducation nationale manquent cruellement de temps pour réaliser leurs missions, jonglent avec leurs agendas pour essayer de trouver des créneaux et répondre aux situations d'urgence, au risque de l'épuisement et d'une perte de sens de leur travail.

La question de la santé mentale des jeunes est devenue centrale ; suite au confinement et dans un contexte sociétal engendrant des inquiétudes, les manifestations anxieuses et souffrances se sont multipliées chez les élèves: anxiété face à la pression des notes (que la réforme du baccalauréat a accru), peur de ne pas réussir, stress face à l'orientation (notamment parcoursup), difficultés relationnelles aggravées suite au confinement, difficultés d'intégration, repli sur soi, situations de harcèlement, problématiques identitaires, difficultés familiales et sociales...

Depuis le post-confinement, les psyen sont de plus en plus sollicités sur ces problématiques.

Mais comment dans les conditions actuelles de pénurie de postes et de charge de travail accrue apporter un accompagnement de qualité à l'ensemble des élèves en difficulté d'apprentissage, rencontrant des problématiques psychoaffectives ou en situation de décrochage ? Comment dégager le temps nécessaire d'écoute aux élèves, de concertation avec les équipes, les partenaires, les parents ?

Il est urgent d'augmenter les recrutements afin d'alléger les secteurs des psychologues de l'éducation nationale, leur apporter davantage de temps pour remplir leur missions et de proposer une offre de formation plus fournie et de qualité au PAF pour faire face aux nouvelles problématiques rencontrées.

LE SNES-FSU revendique 600 élèves maximum par psyen, le respect du statut et des missions, la mise en place de temps d'échange et de réflexion dans l'organisation de travail, le développement de la formation continue, la conception d'une psychologie humaniste.

Il est urgent de réagir face à cette dégradation. Il faut donc impérativement voter FSU aux élections professionnelles pour que le SNES-FSU puisse continuer à défendre nos statuts, nos services et nos missions au niveau académique et national.



À vos côtés,

pour gagner.